



Gaëtan Mortier, 2013, *Finance éthique : le grand malentendu*, Paris : FYP éditions, collection Stimulo, 96 pages.

Finance éthique : le grand malentendu est un petit livre (96 pages) bien écrit sur l'émergence et les dérives de l'investissement socialement responsable (ISR). Né de considérations éthiques, selon Gaëtan Mortier, l'ISR a progressivement été perverti au fur et à mesure de son développement et de son appropriation par le système financier. En effet, selon lui, l'ISR devait être comme un « cheval de Troie » capable de changer de l'intérieur le système financier pour offrir une alternative au système capitaliste productiviste et financiarisé actuel.

Dans sa première partie, il revient sur *Les origines de la finance éthique* (p.13) et des notions d'économies telles que l'usure et l'intérêt, le mercantilisme, les physiocrates, la main invisible, l'utilitarisme, l'avantage comparatif et le libre-échange qui est responsable selon lui, sous l'impulsion de l'école de Chicago, des dérives libérales du système économique actuel. Il y dénonce également le dogme des plans d'ajustements structurels promus par le FMI et la Banque mondiale, ainsi que la bourse (symbole) et la spéculation symptôme de l'économie virtuelle par opposition à l'économie réelle. Gaëtan Mortier revient également sur la taille des banques « *too big, to fail* » (trop grandes pour faire faillite) qui favorise la prise de risque excessive (aléa moral) entraînant une « privatisation des profits et une socialisation des pertes » (p.34). Cet aléa moral est responsable de quatre fléaux qu'il résume par : évasion, rémunération, pollution et spéculation (p.26). Il termine enfin cette première partie en présentant rapidement les différentes formes de finance éthique (p.36-42) comme l'activisme actionnarial, qui consiste à user de son pouvoir d'actionnaire pour faire évoluer le comportement d'un acteur, la finance islamique, qui encadre l'usure en excluant les émetteurs dont le ratio d'endettement est supérieur à 33% de la capitalisation boursière, et l'investissement socialement responsable (ISR) qui prend en compte des critères liés à l'environnement, au social et à la gouvernance en plus des critères financiers.

La seconde partie du livre porte plus précisément sur *L'investissement socialement responsable le grand malentendu* (p.43). En effet, si celui-ci devait transformer « de l'intérieur » les marchés financiers, il a fait l'objet de récupération. Ainsi, le développement des fonds ISR de 3.000% en dix ans est en trompe-l'œil, car les labels ISR ne jugent pas du compte tenu des fonds, mais de la transparence des critères utilisés, laissant l'éthique à la libre appréciation des sociétés de gestion. Gaëtan Mortier dénonce ensuite le processus de consolidation des agences de notations sociales et leur intégration par de grandes sociétés de services financiers, les faisant passer du statut d'entreprises militantes à celui d'entreprises financières (p.47-55). Ainsi, « les grandes agences de notations analysent les questions sociales et environnementales comme de purs facteurs de risques et d'opportunités financiers » (p.54) et ne considèrent plus le respect des réglementations sociales comme un facteur positif, mais comme un risque financier. « Les valeurs éthiques deviennent l'instrument de la valeur financière [...] d'intérêts financiers à court terme » (p.55) entraînant sa marginalisation comme d'autres formes de finance éthique tel que l'activisme actionnarial. Il critique également « le mythe de l'éthique rentable » avec notamment

l'exemple des « *sin funds* » (« fonds du péché ») qui affiche une rentabilité supérieure aux indices de références. De plus, les agences de notation, en niant les contradictions entre l'intérêt général et l'intérêt privé et en n'assumant pas leurs responsabilités, ont également participé à ce mythe. Pour Gaëtan Mortier, « la majorité du monde de l'ISR [...] a passé sous silence les scénarios qui ne sont pas à leur avantage » (p.58-59) pour développer un « discours angélique ». Ainsi, « le secteur financier utilise l'ISR comme un moyen utile de légitimer son existence... et faire oublier ses dérives » selon lui. « Ce discours angélique et libéral sur une économie capable de s'autoréguler [...] promu par la sphère de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) » (p.59) a permis au lobby de la responsabilité sociale, au travers d'initiatives volontaires, d'éviter toute régulation leur donnant « la liberté de définir eux-mêmes le périmètre de leur responsabilité » en développant des outils d'autorégulation et de se positionner « au-delà de la loi ». Gaëtan Mortier en vient donc à dénoncer ce « marché de l'éthique », alimenté par des firmes qui communiquent abondamment sur leurs engagements sociétaux, la conformité aux normes, le respect des droits humains et de l'environnement, entraînant *greenwashing* et *fairwashing*.

Enfin dans sa troisième et dernière partie, il aborde *L'avenir de la finance éthique* (p.65) face aux dérives de la finance révélées lors de la crise de 2008, et à son incapacité à s'autoréguler. Il commence tout d'abord par présenter les différentes formes de banques et leurs métiers respectifs avant de dénoncer les conflits d'intérêts nés de la fusion entre banque de dépôts et banque d'investissements. Il préconise ainsi un retour au *Glass Steagall Act*, avec la séparation entre banque de dépôt et banque d'investissement, pour mettre fin au scandale de « la socialisation des pertes et à la privatisation des profits » (p.69). Pour lui, il faut ainsi une information sociale et environnementale de qualité. Les agences de notations ont ainsi un rôle important à jouer dans la réallocation des ressources vers des modèles économiques plus soutenables. Malheureusement, celles-ci sont confrontées selon lui à un « triple » conflit d'intérêts entre leurs activités d'audits et de notations, leurs clientélismes vis-à-vis des banques et sociétés d'assurances et enfin leurs structures actionnariales qui leur enlèvent selon lui toute impartialité dans leurs évaluations. Sa critique de la financiarisation de l'économie l'amène ainsi à soutenir l'initiative Roosevelt 2012 et l'instauration d'un « New Deal » écologique qui passerait, comme en 1933, par une séparation entre banque commerciale et banque de marché et de financement, ainsi que par leur encadrement. Ainsi, pour lutter contre l'asymétrie de l'information, il plaide pour l'instauration d'une information citoyenne sur les externalités négatives des entreprises, d'une véritable notation et évaluation sociale, avec l'exemple du Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (BASIC)¹ ou du Forum pour d'autres indicateurs de richesses (FAIR), d'un contre-pouvoir au lobby bancaire avec l'initiative Finance Watch, d'une agence publique d'évaluation de la RSE et de l'ISR pour faire de l'information sociale et environnementale un bien commun et mettre fin à la privatisation de cette évaluation. Enfin, il termine cette partie en faisant la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS). Il préconise ainsi une défiscalisation de l'épargne solidaire pour l'orienter au plus près des citoyens et consommateurs au travers d'établissements éthiques comme la NEF (Nouvelle économie fraternelle), le Crédit Coopératif, la Banque Poste ou Triodos.

¹ <http://lebasic.com/>

Gaëtan Mortier porte dans ce livre un regard critique sur la finance responsable et a le courage d'énoncer certaines vérités notamment lorsqu'il dit que « la majorité du monde de l'ISR [...] a passé sous silence les scénarios qui ne sont pas à leur avantage » (p.58-59). De même lorsqu'il dit que « le secteur financier utilise l'ISR comme un moyen utile de légitimer son existence... et faire oublier ses dérives » (p.59). Gaëtan Mortier dénonce ainsi l'instrumentalisation du monde de l'ISR et de la RSE qui tient à son tour « ce discours angélique et libéral sur une économie capable de s'autoréguler » (p.59). Malheureusement, le militantisme de son auteur l'amène à manquer d'objectivité dans certaines de ses démonstrations notamment page 32². Par conséquent, si certaines de ces approximations s'expliquent par un important travail de synthèse et de vulgarisation, de nombreuses réflexions méritent toutefois d'être approfondies. Malgré cela, Gaëtan Mortier nous donne les clés pour comprendre les principales notions liées à la finance éthique et ses limites notamment lorsqu'il énonce le conflit d'intérêts entre intérêt particulier et intérêt public. Il nous offre ainsi une réflexion enrichissante sur la finalité de la finance et ses dérives.

Marc Solinhac

Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines

² Page 32, il omet d'expliquer qu'une grande partie de la défiance vis-à-vis de la dette grecque vient également des mensonges et fraudes comptables de l'État grec sur son véritable niveau d'endettement avant la crise (aidé par des banques d'investissements). Ainsi, les marchés ne font que refléter le niveau de risque réel de ces pays surendettés. Si l'on peut déplorer l'effet de massue qu'entraîne cette défiance des marchés financiers, il faut cependant lui reconnaître qu'il permet aussi à ces pays d'entreprendre des réformes structurelles indispensables à restaurer leur équilibre budgétaire toujours reporté par manque de courage politique. De même page 32, la relation entre envolée des matières premières et défauts de paiement des ménages américains mérite d'être approfondie.

Caroline S. Hart, 2013, *Aspirations, Education and Social Justice. Applying Sen and Bourdieu*, London/New York, Bloomsbury, 228 pages.

Cet ouvrage propose une extension de l'approche des capacités en insérant dans le cadre de cette approche une perspective 'bourdieusienne', notamment le concept d'habitus. Au-delà du croisement entre Sen et Bourdieu, l'ouvrage articule des analyses empiriques sur la scolarisation et l'éducation qui font ressortir les enjeux relatifs aux aspirations des jeunes. Enfin, il conclut sur les perspectives en matière de justice qu'un tel rapprochement ouvre. Ce sont ces trois éléments qui sont discutés ici.

1) Tout d'abord, un des grands mérites de cet ouvrage est de croiser le cadre d'analyse des capacités proposé, entre autres, par Amartya Sen et le concept d'habitus que l'on trouve chez Bourdieu. Rappelons que l'approche des capacités vise à élargir l'analyse du bien-être des individus par rapport aux approches économiques fondées sur la métrique de l'utilité ou encore les approches ressourcistes que l'on trouve dans de nombreuses théories en philosophie morale contemporaine.

Les deux concepts fondamentaux de l'approche des capacités sont les fonctionnements et les capacités. Un fonctionnement est ce que réalise une personne. Ainsi, pour atteindre un niveau de bien-être donné, il faut assurer correctement un certain nombre de fonctionnements vitaux comme se déplacer, se loger, être en bonne santé, se nourrir de façon équilibrée, être socialement reconnu et respecté, pouvoir participer aux décisions collectives, etc. Ces fonctionnements sont donc très variés et peuvent être plus ou moins complexes. Ces fonctionnements ne représentent cependant le bien-être que sous la forme de sa réalisation. Au-delà, se pose la question des possibilités de cette réalisation. Ainsi, l'idée de capacité de fonctionner représente les diverses combinaisons de fonctionnements (états et actions) que la personne peut accomplir. Cette capacité de fonctionner peut être plus ou moins restreinte, et par conséquent l'ensemble des fonctionnements possibles aussi, par des facteurs qui bloquent la capacité de conversion des dotations que possèdent les individus en réalisations qu'ils souhaiteraient atteindre. Ces facteurs de blocage relèvent généralement de caractéristiques personnelles (un handicap par exemple), de caractéristiques sociales (la discrimination, l'exclusion, etc.) ou encore de caractéristiques géographiques (habiter dans une région désertique par exemple). Ces blocages peuvent ainsi constituer une source d'inégalité et d'iniquité injustifiées.

Un apport très conséquent de l'ouvrage de Caroline S. Hart est de dépasser une telle analyse, désormais usuelle, de l'approche des capacités. Le croisement avec le concept d'habitus qu'elle emprunte à Bourdieu lui permet en effet de souligner que les catégories de facteurs de conversion mentionnées ci-dessus ne sauraient suffire à épuiser le débat. En effet, les individus, dès leur plus jeune âge, sont confrontés à de nombreuses expériences d'interaction avec les normes culturelles, les valeurs et les relations de pouvoir au sein d'une société, que ce soit à travers les interactions familiales, le système éducatif, les loisirs ou plus tard le travail. Toutes ces interactions affectent la perception des individus sur ce qu'ils peuvent faire mais aussi sur ce qu'ils désirent faire, le pouvoir faire n'étant pas dissocié du désirer faire. Ces interactions multiples forment un capital, ou plus exactement un ensemble de

capitaux (culturel, social, symbolique, etc.) pour l'individu, qu'il pourra utiliser dans ces réalisations futures. Les réalisations seront de ce fait entachées d'une distinction sociale entre les catégories d'individus, d'une part parce que les capitaux dont ils disposent et qu'ils peuvent activer sont inégaux selon les origines sociales notamment, d'autre part parce que l'imprégnation sociale est telle que les choix que peuvent faire les individus sont marqués par des différences en matière d'aspirations sur les réalisations. Il apparaît alors que les facteurs de blocage peuvent être lus dans leur imbrication avec les *habitus* des individus. Il n'est par exemple pas nécessaire qu'un individu soit discriminé particulièrement pour que la discrimination affecte ses choix. Il suffit que la classe sociale à laquelle il appartient fasse l'objet de nombreuses discriminations pour que, sans qu'il soit lui-même discriminé en tant que tel, il exprime des aspirations qui reflètent son appartenance de classe sociale et n'imagine pas pouvoir faire autrement ou autre chose. A travers ce croisement avec l'analyse bourdieusienne, les facteurs de conversion ou de blocage prennent un sens beaucoup plus profond. Caroline S. Hart en induit une valeur fondamentale à accorder aux aspirations et à la capacité à modifier ses aspirations. La capacité à aspirer devient une méta-capabilité.

2) L'ouvrage propose une analyse empirique des enjeux relatifs aux aspirations à travers deux études sur des jeunes de Bradford et Sheffield. Ces analyses lui permettent de dresser une typologie des aspirations : aspirations révélées, aspirations annulées, aspirations adaptées. Les aspirations révélées sont des aspirations que les jeunes expriment et partagent avec d'autres. Ils désirent par exemple avoir un emploi tout de suite après la sortie de l'école ou au contraire désirent aller à l'université, etc. Cette première forme d'aspiration est fortement empreinte des *habitus* des jeunes, par l'influence du milieu familial ou de leur environnement social, au sens large. Les aspirations annulées sont des aspirations que les jeunes ne divulguent pas aux autres, souvent par peur de la réaction des autres. Bien sûr, comme de telles aspirations restent dissimulées, elles ne peuvent que difficilement être prises en compte par l'entourage ou les appuis que les jeunes pourraient trouver dans leur environnement social. Par exemple, un jeune d'une classe sociale défavorisée n'exprimera pas qu'il désire continuer ses études à l'université mais se conformera à l'attitude moyenne de sa classe sociale d'appartenance qui vise à trouver un emploi rapidement à la sortie de l'école. Enfin les aspirations adaptées sont des aspirations qui changent dans le temps. De nombreux facteurs influencent ces changements, de sorte que les jeunes perçoivent différemment dans le temps ce qu'ils souhaitent finalement faire ou être. Le croisement entre les aspirations révélées et les aspirations annulées permet de souligner, d'une part que certaines aspirations ne sont qu'apparentes, i.e. elles sont divulguées mais ne correspondent pas forcément à des aspirations authentiques, d'autre part que des aspirations ne sont que partiellement révélées, i.e. ne pas trop en dire pour rester conforme au modèle social.

Un des enjeux majeurs soulevés par l'ouvrage est alors de s'interroger sur la capacité des politiques, et en particulier des politiques éducatives, à modifier les aspirations des jeunes de sorte que ces aspirations soient plus ouvertes. Nous retrouvons là l'idée de capacité à aspirer. Or il s'agit d'un enjeu essentiel de la justice sociale tant l'environnement social affecte les aspirations des jeunes et contribue à la reproduction des inégalités dans le temps.

3) L'ouvrage boucle finalement son analyse sur la question de l'accès à l'éducation supérieure (université) et de la justice sociale. Comme nous le rappelle Caroline S. Hart, le dogme en vigueur des politiques éducatives consiste à croire qu'il suffit de fournir une information large, la plus large possible, sur les possibilités de formation et sur leurs débouchés pour que les jeunes choisissent ce qui leur correspond le mieux, i.e. ce qu'ils veulent réellement faire. Ce dogme repose sur la liberté de choix et fait échos à une conception restreinte de l'approche des capacités. Or ce que montre bien cet ouvrage est qu'une telle politique passe à côté de l'essentiel du problème puisque les choix sont affectés par les aspirations qui sont elles-mêmes largement moulées par le contexte social et éducatif dans lequel grandissent les jeunes.

Revoir la politique éducative pour une plus grande justice sociale suppose dans ces conditions de permettre aux jeunes d'exprimer leurs aspirations authentiques, pas seulement celles qu'ils révèlent plus ou moins en conformité avec l'environnement social et éducatif dans lequel ils ont grandi. Sans nier les difficultés liées au processus de délibération démocratique, Caroline S. Hart semble pencher vers une telle option. Cette option aurait le mérite de faciliter l'expression et l'émergence des aspirations authentiques. Elle prend l'exemple des écoles qui ont mis en place des structures de « participation active » des jeunes aux choix qui les concernent directement dans leurs scolarisation, jusqu'au cours qu'ils suivent ou non.

Si l'ensemble de l'ouvrage est remarquable, cette dernière partie laisse néanmoins le lecteur sur sa faim. L'auteure ne fait qu'aborder, certes sans nier certaines difficultés, mais sans non plus les aborder de front, les enjeux de la participation pour la révélation authentique des aspirations. Il reste là certainement à évaluer un ensemble de pratiques existant déjà pour en tirer les leçons.

Finalement, cet ouvrage apporte une réflexion très riche et fondamentale. La question des aspirations avait certes fait l'objet d'analyses précédentes dans le cadre de l'approche des capacités (Biggeri et al., 2011 ; Ibrahim, 2011), mais pas de manière aussi aboutie que dans cet ouvrage. En cela, il constitue une pièce maîtresse de toute discussion future. Et il ne s'agit certainement pas d'une contribution qui se limite au domaine de l'éducation. La question des aspirations s'applique à de nombreux domaines dont les bases sont indéniablement posées de manière remarquable dans cet ouvrage.

Références

Biggeri M., Ballet J., Comim F. (2011). *Children and the Capability Approach*. Basingstoke: Plgrave Macmillan.

Ibrahim S. (2011). *Poverty, aspirations and wellbeing: afraid to aspire and unable to reach a better life- voices from Egypt*. Brooks World Poverty Institute Working paper 141, University of Manchester.

Jérôme Ballet

Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines